

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Vietnam & (avant indépendances) Indochine > Histoire et débats (Vietnam & Indochine) > **L'Indochine à l'âge des extrêmes : protestations et révolutions (XIXe-XXe) (...)**

L'Indochine à l'âge des extrêmes : protestations et révolutions (XIX^e-XX^e) siècles - II - 1900-1939

Protestations anti-coloniales, nationalisme et communisme, mouvements sociaux (1900-1939)

mercredi 2 avril 2008, par [HEMERY Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 13 février 2007).

Ce texte est publié en trois fichiers. Ceci est la deuxième partie. Voir aussi :

[Partie I : L'Indochine à l'âge des extrêmes : protestations et révolutions \(XIX^e-XX^e\) siècles - I - 1858-1896](#)

[Partie III : L'Indochine à l'âge des extrêmes : protestations et révolutions \(XIX^e-XX^e\) siècles - III - 1940-2006](#)

Sommaire

- [La récurrence des résistances](#)
- [L'émergence du nationalisme](#)
- [Du nationalisme au communisme](#)
- [« Indochine SOS » \(1929 \(...\)\)](#)
- [La colonisation sur la défensi](#)

De tous les mouvements nationaux et révolutionnaires surgis entre les deux guerres mondiales dans les empires coloniaux européens d'Asie et d'Afrique, ceux d'Indochine ont été, en dehors de l'Inde, les plus précoces, les plus diversifiés et les plus radicaux. Vers 1939 leur dynamisme surprend. Il découle d'abord du fait qu'il existait au Vietnam confucéen, mais aussi au Cambodge bouddhique et chez les Lao, une structuration nationale ancienne de l'univers social, de véritables communautés nationales imaginées, fondées sur la cohésion villageoise, sur des identités ethno-culturelles anciennes, sur la continuité pluri-séculaire des dynasties, des Cours princières et des Etats, et sur la référence collective à la figure royale. Mais ce dynamisme résulte tout autant de la profondeur des fractures que la colonisation française a creusées à l'intérieur des sociétés indochinoises. Dans la mesure où elle a déstabilisé les paysanneries, généré un tissu urbain et d'importants îlots de développement industriel, l'implantation des mouvements politiques modernes s'est trouvée favorisée. En sens inverse le régime colonial français a freiné leur croissance en soutenant opiniâtrement les pouvoirs pré-modernes. Ce faisant, il a condamné les composantes traditionalistes du nationalisme à l'impasse, ses courants réformistes à l'échec, faisant ainsi le lit des courants radicaux et révolutionnaires.

Il faut cependant se garder de tout déterminisme. Les mouvements radicaux sont loin d'avoir été les seuls à porter l'idée nationale moderne. L'historiographie récente a mis en évidence l'importance des formes pacifiques et démocratiques du nationalisme, de ses courants gradualistes et réformateurs, et leur engagement prolongé dans des collaborations critiques plus ou moins sincères,

aussi inévitables que diffuses, avec le pouvoir colonial français. Sans que pour autant cet engagement ait été reniement de leur volonté d'émancipation nationale et parfois sociale à plus ou moins long terme. Mais, il faut souligner plus généralement que les sociétés colonisées d'Indochine ont été sous des formes multiples des sociétés rebelles dont le parcours colonial a été ponctué d'une myriade de micro-protestations et d'incidents locaux : contrebande du sel et de l'alcool, banditisme rural, dissidence en forêt, fuite devant l'impôt ou la corvée, actes d'opposition violente lors de l'irruption au village des brigades de douaniers, attaques soudaines des locaux administratifs, manifestations collectives etc.

Les effets sociaux de la situation coloniale ont donc été contradictoires, simultanément révolutionnaires et conservateurs. En fait, les divers groupes humains de la péninsule ont connu des dynamismes politiques très inégaux, marqués par d'impressionnants décalages historiques et pourtant synchrones. Alors que l'élite vietnamienne, qui vit douloureusement l'humiliation nationale, élabore rapidement une culture politique moderne apparentée au modèle qu'en offre la Chine nouvelle, les Khmers, les Lao et les peuples de la forêt évoluent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale dans un univers non politique au sens moderne de ce terme, à l'écart des grands courants de la culture mondiale : sociétés en apparence politiquement « immobiles », sans nationalisme actif, en dehors de quelques éléments des villes, des Cours et des grandes familles, jusque tard dans le siècle.

La récurrence des résistances traditionnelles à la colonisation

Au Laos, construction politique ethniquement très hétérogène, la colonisation ne s'est longtemps heurtée qu'aux révoltes d'inspiration souvent messianique des peuples montagnards. Elle s'appuie sur l'ethnie thai des Lao (« Lao Lum », « Lao des plaines »), qui ne représente vers 1930 qu'environ 45 % de la population qui reste encadrée par les réseaux de clientèle coutumière des anciens « muong » (« seigneuries ») dont sont issus les fonctionnaires de l'administration laotienne du Protectorat. La mince élite intellectuelle se recrute dans les familles princières - comme le montre l'itinéraire du prince Souphanouvong, futur leader de la gauche laotienne, qui achève ses études d'ingénieur des Ponts et Chaussées à Paris en 1937 - et l'expansionnisme thaïlandais, redevenu actif vers 1937, contredit l'émergence d'un nationalisme moderne anti-colonial Lao dans la mesure où la France apparaît comme le nécessaire contrepoids aux visées de Bangkok. C'est d'ailleurs presque exclusivement dans les communautés vietnamiennes de petits commerçants, d'employés, de travailleurs des villes et des mines que l'activité du Parti communiste indochinois trouve un certain écho à partir de 1934. Par contre, dans les populations non lao, les mouvements d'opposition à l'action coloniale ont été nombreux, en particulier lorsque ses exigences, notamment en main d'œuvre corvéable portent atteinte aux équilibres internes, aux cycles du « ray » (la culture itinérante sur brûlis), aux circuits commerciaux autrefois orientés vers Bangkok, ou encore aux relations hiérarchiques anciennes du fait de la nomination par les Français d'autorités non coutumières, prédatrices et détestées. C'est le cas du soulèvement des Thai contre les exactions de la puissante famille des Deo alliée de l'administration coloniale en 1914-1915. La grave révolte du peuple Hmong de 1918 à 1922 de part et d'autre de la frontière du Laos et du Tonkin sous la direction du shaman Batchai est une protestation contre les potentats thai investis du pouvoir régional par les Français mais elle se nourrit aussi du mythe de la constitution d'un royaume hmong à Dien Bien Phu. Ces mouvements ont assez souvent aussi pris la forme de dissidences bouddhiques à contenu messianique, menées par des leaders charismatiques locaux. La plus opiniâtre a été celle des « Khas » (en thai « esclave ») qui mobilise l'ethnie Alak, alliés aux Loven, du plateau des Boloven, à partir de 1901 sous la direction d'un ancien moine investi de pouvoirs magiques, Bak Mi, connu sous le nom de Ong Khéo (le « saint »). La ville de Savannakhet est attaquée en avril 1902. Après la mort de Ong Khéo, trahitusement abattu en 1910, son lieutenant Komadom continue la guérilla et cherche à unifier les tribus proto-indochinoises de l'Annam, du Cambodge et du Laos

méridional. La révolte n'est vaincue qu'en septembre 1936.

Au Cambodge et dans les Protectorats d'Annam et du Tonkin, les résistances des peuples de la forêt, que la colonisation a tardé à contrôler, n'ont pas été moindres, en particulier celles des Phnong qui se soulèvent dans la province khmère de Kratié en 1912-1914 et des tribus proto-indochinoises dites « Moi » (en vietnamien « esclave », « sauvage ») contre l'expansion des grandes plantations d'hévéas sur les hauts plateaux du Cambodge, de l'Annam et de la Cochinchine. Elles ne seront soumises qu'en 1934-1936.

Si le nationalisme khmer comme son homologue lao est un tard-venu de l'histoire régionale, par contre l'image d'un Cambodge pacifié et docile diffusée par les autorités coloniales doit être sérieusement nuancée. Certes le communisme indochinois n'y exerce pas une quelconque influence avant 1945, sauf dans l'importante diaspora vietnamienne des villes et des plantations d'hévéas. Mais la domination coloniale en clientélisant le fonctionariat royal et en dotant les autorités rurales (le « mesrok » et le « mekhum » dans les hameaux) de pouvoirs accrus et de fonctions fiscales contraignantes, dégrade les relations de protection et d'obligations réciproques par l'intermédiaire desquelles s'exerçait l'autorité centrale en pays khmer. La concussion et les exactions de la nouvelle élite fonctionnaire, l'alourdissement du prélèvement fiscal, l'expansion de l'agriculture marchande dans les provinces du Mékong et l'endettement de la paysannerie qui en est le corollaire, sont sources des premières tensions agraires. Celles-ci vont s'exprimer sous des formes non politiques : banditisme rural, notamment dans les zones frontalières couvertes par la jungle, rixes, fuites en forêt dans le but d'échapper aux réquisitions officielles, vols de bœufs et de buffles revendus clandestinement en Cochinchine, attaques de villages par des bandes de brigands fluctuent en fonction du cycle des moissons. Mais, à la différence du Laos, le Cambodge du Protectorat connaît aussi des soulèvements paysans locaux avec recours aux recettes d'invulnérabilité, souvent conduites par des « achars » - ces laïcs respectés chargés de l'organisation des cérémonies du monastère bouddhique - ou par des moines, d'imprévisibles flambées de prophétismes se réclamant d'une légitimité royale et de la venue du Bouddha Maitreya. Telles les tentatives répétées des fidèles du prince Si Votha dans les provinces de Tonlé Repou et de Melou Prey entre 1905 et 1915, celle du Viset Nheou dans la province de Battambang en 1908-1909, l'attaque de la bande de l'ancien moine Uch sur la résidence de Kampot en pleine crise de l'économie poivrée en 1909 ou nombre d'explosions locales comme la célèbre affaire du meurtre du résident Bardez par la population d'un village de Kompong Chhnang le 18 avril 1925 en brusque réaction au durcissement de la collecte des impôts.

La réponse principale des communautés paysannes khmères au trouble colonial a été leur resserrement autour des monastères bouddhiques (« vat ») et du « sangha » (la communauté des bonzes) des campagnes. La cohésion de la société rurale qu'assure de moins en moins l'administration royale désormais instrumentalisée par l'appareil du Protectorat français s'est ainsi rétablie sur un registre culturel et spirituel, autour des rituels agraires, des retraites au vât où les enfants reçoivent un enseignement religieux, des travaux agricoles, des mythes et des fêtes. Les autorités coloniales ont d'ailleurs soutenu le bouddhisme et ont entrepris de le hiérarchiser et de le centraliser afin de l'utiliser comme instrument de contrôle social et en même temps de le soustraire à l'influence de Bangkok, le grand foyer de la spiritualité bouddhique régionale. C'est le sens initial de la création de l'École Supérieure de Pâli à Phnom Penh en 1914 puis de l'Institut Bouddhique en 1930. Ainsi s'est trouvée renforcée la fonction unificatrice du bouddhisme qui assure la cohésion de la société paysanne et entretient son adhésion à la complexe représentation traditionnelle de la figure royale qui fait du roi à la fois un Bodhisattva et le médiateur cosmique, le « maître des existences ». Structure refuge de la vie nationale, conservatoire de l'identité khmère, le bouddhisme leur imprime les traits de sa propre éthique, sa tendance au repliement et à une coopération minimale avec les détenteurs de toute autorité. Jusqu'à la veille de la Seconde Guerre Mondiale il ne

se constitue au Cambodge qu'un très petit groupe d'intellectuels modernes pluriculturels, le gros des diplômés se réduit à un fonctionnariat numériquement limité et c'est ce dernier qui fournira avec les instituteurs et l'élite paysanne des *achar* l'essentiel du faible encadrement politique du futur Cambodge sihanoukiste. Avant 1917, il n'existe aucun journal en khmer, le premier roman moderne en khmer, « Tonlé Sap », n'est publié qu'en 1938 et le lycée Sisowath n'ouvre qu'en 1936.

Jointes au desserrement des liens traditionnels entre les paysans et le nouveau fonctionnariat khmer, classe privilégiée embryonnaire de quelques milliers d'individus, dépendante de la Résidence supérieure du Protectorat et souvent liée au commerce chinois, ces données étaient déjà nettement perceptibles dans le surprenant mouvement paysan de 1916. Il s'est agi d'une soudaine levée générale des campagnes à l'occasion du recrutement par le Protectorat d'un nombre accru de corvéables pour la réalisation du vaste programme de travaux routiers lancés en 1912. Le 2 novembre 1915, des manifestations éclatent près de Kompong Cham et deux cents paysans de la province de Ksach Kandal venus à Phnom Penh obtiennent l'annulation de leur recrutement. A partir de janvier, les marches non violentes de paysans sur la capitale mobilisent la paysannerie de la plupart des provinces, plus de cent mille paysans au total dont trente mille convergent vers le palais royal pour exposer « selon la coutume » leurs plaintes au roi Sisowath. A Phnom Penh se déroulent des scènes saisissantes : des milliers de paysans passent en colonne le Mékong malgré l'interdiction, entrent au Palais, s'accroupissent mains jointes suivant la tradition devant le roi et se retirent une fois leurs demandes exposées. Le mouvement ne retombe qu'après la diffusion de la proclamation royale du 4 février confirmant le droit de racheter les corvées et promettant de châtier les exactions de l'administration. Il ne s'apaise après une longue tournée du roi dans la plupart des provinces.

L'administration française a dû reculer devant cette explosion inattendue. Celle-ci révèle la coupure qu'a instaurée la colonisation entre les paysans et leurs intermédiaires traditionnels, notables ruraux et fonctionnaires royaux, elle met en lumière la double constante de l'histoire politique du Cambodge contemporain. En premier lieu la valorisation nationale de la royauté qui a su pratiquer la stratégie de la « non -implication » dans les décisions coloniales et qu'a d'ailleurs favorisée le régime colonial lui-même à mesure que l'Ecole Française d'Extrême-Orient procédait à l'impressionnante restauration d'Angkor et du passé angkorien qui vont devenir emblématiques de la nation moderne en voie de lente gestation. En second lieu, le repli de la paysannerie sur ses tâches productives, ses fêtes ses coutumes, ses croyances et ses rites, sur son univers mythique et symbolique. Pacifiée en apparence, elle est sans communication avec la culture mondiale en l'absence d'un groupe social de transition susceptible d'établir cette communication et de mobiliser les paysans sur un projet historique nouveau. Situation lourde des tragédies futures que celle de l'isolat paysan khmer à l'époque coloniale.

Dans les pays vietnamiens de l'Indochine française, le traumatisme colonial n'a pas cessé d'entretenir les initiatives hétérodoxes en vue d'assumer le contexte de dislocation morale, nationale, sociale et culturelle, de corruption de l'ordre terrestre, et de reconstruire une utopique « grande unité » harmonieuse et fraternelle. Ces initiatives vont conserver un intense pouvoir mobilisateur jusqu'au-delà de 1945. Vers 1897, au cours de la période de désarroi qui suivent la fin du Càn Vương et des résistances armées, les phénomènes de dissidence sociale, récurrente dans l'ancien Vietnam, semblent avoir connu une nette recrudescence : non-collaboration de lettrés protestataires et non-conformistes, insoumission d'éléments marginaux de la société rurale, éphémères révoltes des Triades d'origine chinoise depuis longtemps implantées au Vietnam là où les Chinois étaient nombreux, les villes, le Sud et la Haute Région du Tonkin. En Cochinchine, elles s'agitent par exemple en 1882-1883 avec le soutien occulte et mal connu de la Cour de Hué dans le but de faire diversion à l'offensive française au Nord. De même les millénarismes populaires lancés par des leaders charismatiques locaux, prophètes, thaumaturges, illuminés, connaissent des poussées périodiques. Ils associent très généralement messianisme bouddhique de la venue du

Bouddha Maitreya, divination et utopie d'un millenium imminent, mobilisent les attentes mystiques de la paysannerie à l'aide des pratiques magiques et médiumniques, des techniques de guérison et de l'appel aux vieux mythes de la culture populaire. Ainsi au Tonkin, les autorités doivent réprimer en 1897 le mouvement prophétique du Ky Dong, l' « Enfant à la merveilleuse image », un jeune bachelier qui fascine les foules et distribue de faux brevets de mandarins, interdire en 1912 le culte des Tam Thanh (« les trois génies ») qui diffuse ses prophéties d'une prochaine libération du pays et la propagande du groupe nationaliste de Phan Bội Châu parmi les mineurs de la région de Thai Nguyên.

La culture millénariste a été particulièrement vivace en Cochinchine, zone de rencontre et de multiples syncrétismes entre Khmers, Chinois immigrés et Vietnamiens, entre traditions bouddhistes et confucianisme. L'Ouest du delta du Mékong, immense « frontier » faiblement peuplée et en cours d'occupation où l'encadrement des communautés de paysans migrants par les lettrés confucéens était très faible sinon inexistant, est un foyer de dissidences et d'hétérodoxies particulièrement actif, notamment autour des Sept Montagnes, vers Chau Doc aux confins du Vietnam et du Cambodge. La secte bouddhique « Dao Lanh » (la « Voie bénéfique »), apparue en 1849, à la fois courant mystique et organisation communautaire de paysans défricheurs des terres vierges du delta, y anime un messianisme de résistance jusque vers 1875 et diverses agitations en 1878 et 1882-1883. Son fondateur Doan Minh Huyên, qui se présente comme la réincarnation du Bouddha Maître de la Paix de l'Ouest, et ses fidèles identifient sans peine l'avènement de l'Ere de Justice et de Lumière avec l'expulsion des Français. Les sectes mystiques interfèrent intimement avec les Triades comme dans le soulèvement des organisé entre 1911 et 1913 par le magicien Phan Phat San, prétendu descendant du souverain déchu Ham Nghi et de la dynastie chinoise des Ming qui se proclame empereur sous le nom de Phan Xich Long et lance par surprise quelques centaines de ses partisans bardés d'amulettes d'invulnérabilité sur Cholon le 28 mars 1913.

Loin de disparaître dans le cours du XX^e siècle, l'activité mystique et millénariste va persister, incorporer entre les deux Guerres mondiales des composantes modernes et prendre à l'échelle du Sud les dimensions d'un phénomène de masse. En Cochinchine se constitue en 1926 le Caodaïsme, la « Grande Religion de la Troisième période d'Amnistie ». Né des activités d'un simple cercle ésotérique de spirites saïgonnais, il se transforme entre 1923 et 1926, sous l'impulsion d'un fonctionnaire et riche propriétaire, Lê Van Trung, et du « pape » Pham Cong Tac, en un puissant mouvement religieux qui recrute largement ses fidèles dans la riche bourgeoisie terrienne, parmi les masses paysannes qu'elle contrôle, et se dote d'un monumental « Saint Siège » bâti à proximité de la petite ville de Tây Ninh. Le Caodaïsme amalgame en un étonnant syncrétisme des composantes bouddhiques, confucéennes, taoïstes, chrétiennes et occidentales par le truchement des pratiques médiumniques traditionnelles qui lui valent un grand succès populaire. Religion de propriétaires fonciers et de bourgeois fonctionnaires, il se présente au monde paysan comme porteur d'un projet d'harmonie sociale et de relations solidaires entre les classes, notamment entre grands propriétaires (« diên chu ») et fermiers misérables (« ta diên ») du delta. La suspicion et l'hostilité des autorités coloniales l'ont divisé après 1930 en plusieurs « sectes » rivales, dont la principale a été la secte de Tây Ninh, et l'ont rejeté en grande partie dans une opposition plus ou moins ouverte à la colonisation. Dans les années 1930 la secte de Tây Ninh entre secrètement en rapport avec le prince Cuong Dê, dissident nationaliste de la famille impériale soutenu par les Japonais avec lesquels elle noue des relations à la fin des années 1930. La répression policière, la fermeture du siège de Tây Ninh en 1940, l'arrestation puis l'exil à Madagascar du pape Pham Cong Tac confèrent désormais au Caodaïsme le statut de mouvement nationaliste ainsi qu'une influence politique considérable dans le Sud en 1945 et au-delà.

Du même modèle participe le développement - cette fois dans l'Ouest cochinchinois - de l'autre grande secte régionale du Sud surgie en 1938-1939, le mouvement Dao Xen, encore appelé « Hoa

Hao » du nom du village natal de son fondateur le jeune prophète Huynh Phu So. Ce dernier prêche le retour à un Bouddhisme épuré des fastes rituels, sans clergé, pacificateur de l'ordre terrestre. Mais la conjoncture de la guerre commençante, son incroyable charisme nourri par ses talents de guérisseur des corps et des âmes en font un prédicateur prophétique dont l'éloquence enthousiasme des dizaines de milliers de paysans, et pas seulement les pauvres. La religion Hoa Hao s'implante sur le terrain du front pionnier des défrichements à la confluence des cultures viet, khmère et chinoise, ses prédicateurs identifient l'apocalypse de 1940 avec la libération nationale dont ils voient le foyer dans le Sud. La secte, persécutée par l'administration coloniale pendant le conflit mondial mais protégée par les Japonais, doublée en 1944 par des milices armées, prend le contrôle de plusieurs provinces en 1945 et y développe régionalement une société aux mœurs pures régie par l'enseignement du Maître.

Caodaïstes et Hoa Hao servent en fait de substituts à un encadrement rural défaillant et se transforment en 1944-1945 en forces politico-militaires anticoloniales et autonomes. Mais les grandes sectes du Sud n'ont pu devenir l'élément organisateur de l'opposition vietnamienne anticoloniale à l'échelle du pays. Elles n'ont pas dépassé le cadre régional de la Cochinchine rizicole et ne sont pas parvenues à élaborer un véritable projet de sortie de la colonisation, ne serait-ce qu'en raison de leurs priorités religieuses. En fait, alors qu'elles en étaient à se chercher une définition politique et à s'organiser en ce sens, le nationalisme du moins ses versions modernes, était déjà depuis longtemps à l'œuvre au cœur et à la périphérie des villes coloniales.

L'émergence du nationalisme

C'est le Vietnam qui en a été le foyer essentiel dans la péninsule indochinoise. Le nationalisme comme pensée de l'histoire, comme projet politique et comme mouvement collectif s'y est affirmé dès la fin du Càn Vương, à la convergence d'une série d'initiatives qui vont construire une nouvelle vision nationale. Le défi colonial y a été assumé en termes politiques avec une rare précocité, sans aucun équivalent ailleurs dans le domaine colonial français. Non seulement parce que la défaite des résistances patriotiques de la fin du XIX^e siècle mettait à l'ordre du jour la reconstruction de la nation mais tout autant parce qu'elle ébranlait la pertinence des conceptions confucéennes, en particulier la perception éthique du monde qui s'était révélée largement inopérante par ces temps de débâcle historique pour les Vietnamiens. En conséquence le nationalisme sera autant culturel que politique.

Dans la société vietnamienne, la lente élaboration du projet nationaliste - dont il faut rappeler qu'il a partout été à la fois vision du futur organisée autour de la mise en place d'un Etat-nation et de l'accès aux instruments de la puissance, volonté d'assumer la problématique de la modernisation de la société, du « progrès » et du développement, réinterprétation du passé et de l'histoire par référence au concept moderne de nation - s'est opérée certes sous l'effet du modèle qu'en offrait la France coloniale, elle-même produit d'un nationalisme puissant. Mais aussi et surtout dans le cadre d'un débat ininterrompu sur les chances et les voies d'une survie des nations assujetties, profondément influencé par le darwinisme social de Thomas Huxley et Herbert Spencer réinterprété et propagé dans tout l'Extrême Orient par les grands lettrés modernistes chinois de la génération de 1898, Kang You Wei, Yan Fu et Liang Qi Chao. Dans l'optique de ce social-darwinisme oriental, il n'existe qu'une alternative : survivre en s'adaptant par la construction d'un Etat national moderne ou disparaître.

C'est dans un milieu social particulier, la génération des lettrés qui a vécu l'échec des résistances à la conquête française que ce débat s'ouvre entre 1904 et 1908. Milieu numériquement restreint - il y a peut-être vingt mille lettrés à la fin du XIX^e siècle - mais en voie de renouvellement sociologique

puisqu'il amalgame l'élite confucéenne, les premiers intellectuels de formation moderne, les éléments d'une riche bourgeoisie terrienne et commerçante en cours de formation, surtout dans le Sud. Deux figures, deux pensées mettent à jour la problématique vietnamienne du nationalisme. Celle de Phan Bội Châu tout d'abord (1867-1940). Reçu aux concours littéraires, ce lettré du Nghê An refuse le poste mandarin qui lui est offert pour entreprendre vers 1900 de rassembler les lettrés patriotes en vue de définir une nouvelle voie historique et, à partir de 1902, parcourt le pays du Nord au Sud. En 1905 il choisit de s'exiler au Japon d'où il va mener avec ses jeunes partisans une inlassable action contre le pouvoir colonial français. Son groupe établit d'actifs échanges avec les panasiatistes japonais, le Guomindang chinois de Sun Yatsen, les anarchistes chinois et japonais et le mouvement constitutionnaliste chinois de Kang Youwei et Liang Qichao. Il s'agit pour lui de créer à l'étranger une organisation révolutionnaire, composée de jeunes gens qui recevront au Japon - en Chine après son expulsion du Japon en 1908 - une éducation politique et militaire, gagneront par la propagande clandestine au Vietnam l'élite instruite, noyauteront les unités de tirailleurs, rallieront les sociétés secrètes et les restes du Càn Vương, en vue de préparer le soulèvement national libérateur. En cas de victoire sera fondé un Etat national moderne qui entreprendra le développement du pays à l'exemple de Meiji et du modèle conçu entre 1895 et 1911 par Sun Yatsen. Avec un membre de la famille impériale, le prince Cuong Dê, Phan Bội Châu crée à l'été 1906 le Viet Nam Zuy Tân Hôi (« Société pour Le Nouveau Vietnam ») et met à exécution ses idées.

Dès les années 1900 cependant, à ce projet d'un nationalisme d'Etat s'oppose une approche « réformiste » qu'expose dans plusieurs textes de 1906 et 1907 l'autre grande figure du nationalisme vietnamien : Phan Chu Trinh (1872-1926). Reçu au difficile concours du Palais en 1901, il démissionne de son poste de mandarin du gouvernement de Hué, rencontre Phan Bội Châu en 1906 à Tokyo d'où il revient déçu et réticent à l'égard du nouveau Japon militariste et expansionniste. Il n'est pas moins méfiant à l'égard du confucianisme tout comme des formes traditionalistes de la protestation populaire. Pour lui la construction nationale exige une rupture radicale avec le Vietnam existant, avec ses institutions (la monarchie, le mandarinat), elle suppose que les colonisés empruntent à l'adversaire colonial les éléments qui fondent son avance : la science, ses applications, la démocratie, l'éducation généralisée, les pratiques modernes de l'échange et de la production. Priorité doit être donnée à leur apprentissage par tous, à l'invention et à la diffusion massive dans le corps social d'une nouvelle culture, à la substitution de l'écriture romanisée (« quôc ngu ») aux idéogrammes, à la formation d'un réseau d'écoles modernes, d'une presse, d'entreprises et de sociétés commerciales. En un mot, il s'agit de faire surgir le progrès et la démocratie du sein même de la société colonisée, de nouer une alliance extérieure, inverse de celle que préconise Phan Bội Châu, avec les courants libéraux de la colonisation et surtout avec les forces démocratiques de la métropole : francs-maçons, Ligue des Droits de l'Homme, radicaux, socialistes, syndicats, gauche intellectuelle. De faire ainsi pression sur le pouvoir colonial en vue de lui imposer la participation du peuple colonisé aux affaires publiques et de déblayer la voie politique d'une décolonisation avant la lettre. Phan Chu Trinh est résolument hostile à tout recours à la violence. La perspective qu'il ouvre est celle du nationalisme démocratique, de la problématique d'avenir qu'affrontent toujours aujourd'hui les sociétés hier colonisées. La perspective de Phan Bội Châu quant à elle repose implicitement sur le pari historique inverse de l'inaptitude de la société vietnamienne, prisonnière de son étouffant conformisme et soumise à l'écrasante pression du dominateur étranger, à s'auto-émanciper et condamnée en conséquence à se doter envers et contre tout d'un Etat libérateur plus fort qu'elle-même.

Aucun des courants du mouvement national au XX^e siècle ne pourra échapper pas même le communisme à cette alternative problématique, que la culture confucéenne quant à elle n'est pas en mesure d'assumer même si elle va continuer à imprégner l'ethos collectif. Mais réformistes et partisans de la violence ont entretenu une relation dialectique et un dialogue continu et l'histoire ne les a pas départagés avant 1936-1940. Le nationalisme moderniste et démocratique semble

longtemps le plus crédible comme le montrent les événements de 1906-1908. Les réformistes entreprennent alors une campagne dans tout le pays. Associés aux membres de la ligue Zuy Tân, ils créent des écoles nouvelles, un réseau de magasins et d'entreprises modernes et surtout ouvrent en mars 1907 à Hanoi l'école gratuite « Dong Kinh Nghia Thuc » (« Ecole Hanoïenne de la Juste Cause ») qui rencontre un immense succès. Dans l'élite colonisée, c'est le début d'un mouvement collectif d'innovation en Annam et au Tonkin. Mais en même temps commence le 12 mars 1908 dans les provinces du Centre Annam une vaste protestation paysanne contre l'augmentation du nombre des jours de corvée et contre les exactions du mandarinat et des notables villageois. Les réformistes entreprennent de la combiner avec leur projet de nouvelle culture. Des milliers de paysans se coupent les cheveux en signe d'adhésion aux idées nouvelles et tentent de présenter en cortège leurs griefs aux mandarins et aux résidents provinciaux français. En plusieurs endroits des émeutes éclatent. De leur côté les partisans de l'action armée ne sont pas moins actifs comme l'atteste la tentative d'empoisonnement de la garnison de Hanoi en juin 1908.

Les autorités coloniales n'ont pas cherché à composer. Elles frappent en bloc leurs adversaires : fermeture du Dong Kinh Nghia Thuc en janvier 1908, dure répression par l'armée des manifestations paysannes du Centre Annam, condamnations au bagne et parfois au supplice de centaines de réformistes par les tribunaux mandarinaux. Phan Chu Trinh est condamné à l'emprisonnement à vie par le gouvernement de Hué et déporté au pénitencier de Poulo Condore (il sera gracié en 1911 et envoyé en France à l'initiative de l'administration) avec une soixantaine de ses amis, l'embryon d'Université créé par le Protectorat à Hanoi en 1907 dans le but de faire pièce au réformisme est fermé en 1908. La France, qui a signé un accord politique avec Tokyo en 1907, obtient l'expulsion du Japon de Phan Bôï Châu et de Cuong Dê qui doivent se réfugier en Chine. La campagne pour les entreprises commerciales est mise durablement en échec. Mais il en est de même des tentatives insurrectionnelles des partisans de la lutte armée que Phan Bôï Châu a regroupés en mai 1912 dans le « Viet Nam Quang Phuc Hôi » (« Société pour la Restauration du Vietnam ») qui se brisent sur la puissance des appareils répressifs coloniaux. Faute d'aide chinoise et d'une véritable implantation populaire de leurs activistes, ni les complots et les attentats de décembre 1912 et d'avril 1913 au Tonkin, ni les attaques de postes militaires à la frontière de Chine de 1915, ni la conspiration de Tran Cao Van à Hué le 3 mai 1916 auquel participe le jeune empereur Zuy Tân qu'il faut déposer, ni surtout le grave soulèvement de la garnison et des prisonniers du pénitencier de Thai Nguyên les 30-31 août 1917 soutenu par les mineurs de la province, ne parviennent à ébranler le régime colonial pendant la Première Guerre Mondiale alors que ses moyens militaires se trouvent pourtant singulièrement fragilisés.

Il en résulte que dès ce moment le conservatisme et l'immobilisme s'affirment comme la tendance lourde de la politique française en Indochine. Celle-ci n'a pourtant pas été immuable. L'explosion de ce premier nationalisme vietnamien a eu pour effet de susciter en métropole des courants favorables à l'évolution libérale du statut politique de l'Indochine. La politique d'« association » (des indigènes à la gestion coloniale) devient la référence obligée du Parti radical, le plus important des partis de la III^e République à partir de 1905. La Ligue des Droits de l'Homme, son remarquable président Francis De Pressensé, le Parti socialiste, ses députés, en particulier son grand leader Jean Jaurès, et sa presse, les journaux anarchistes, la gauche intellectuelle, certains syndicats de la CGT, des milieux chrétiens, mènent une active campagne contre la politique indochinoise officielle, contre les scandales, les procès iniques et les crimes coloniaux, pour la libération des condamnés de 1908. En avril 1911, sur le rapport du socialiste Maurice Violette qui dénonce les méthodes de l'administration indochinoise et après la grande interpellation de Jaurès sur l'Indochine, la Chambre des Députés vote en faveur de la création d'une représentation élue des indigènes à côté de l'administration dans la perspective de l'établissement à plus long terme d'un « self-government ». C'est le programme qu'Albert Sarraut, jeune député radical, entreprend de mettre en œuvre au cours de ses deux mandats successifs de gouverneur général de l'Indochine (1911-1914 et

1917-1919). Les réformes « sarrautistes » consistent à développer les structures d'une « collaboration franco-annamite » (« Phap Viêt Dê Huê »), d'un partenariat, inégal bien sûr, que le régime colonial est contraint de construire avec les élites indigènes anciennes et nouvelles afin de combattre le nationalisme intransigeant. Les principales innovations sont la création d'assemblées indigènes et franco-indigènes élues au suffrage censitaires mises en place dans les cinq territoires de l'Indochine. Mais la colonisation n'ira pas plus loin dans la voie de sa propre démocratisation. A partir de 1930, toute modification du statut politique de l'Indochine disparaît de l'agenda des majorités politiques de la métropole et le régime colonial va s'enfermer dans un immobilisme politique durable assorti d'implacables répressions.

Il n'en reste pas moins que le réformisme colonial sarrautiste, le possible chemin qu'il pouvait ouvrir vers une décolonisation graduelle et pacifique, ont suscité une attente réelle et continue à l'intérieur du mouvement national vietnamien, chez les partisans de Phan Chu Trinh et même chez les révolutionnaires en exil, puisque Phan Bôi Châu lui-même rédige en 1917 un manifeste favorable au « Phap Viêt Dê Huê » et s'y ralliera après 1925. A l'initiative des réformistes et de la bourgeoisie moderniste, nombre de jeunes gens entreprennent à partir des années 1910 le « voyage vers l'Ouest » dans le but de s'approprier les instruments de la modernité et de la puissance, et d'étudier en France dont l'attraction est considérable chez les peuples qu'elle colonise. Il est significatif que le jeune Hô Chi Minh (1890 ? - 1969), de son vrai nom Nguyễn Tât Thanh, alors très proche des vues réformistes de Phan Chu Trinh, ait adressé, à son arrivée à Marseille en 1911, sa candidature à la très officielle Ecole Coloniale qui formait les administrateurs coloniaux et comportait une section pour leurs auxiliaires indigènes...

Le principal résultat des courants réformateurs coloniaux aura été d'empêcher le nationalisme réformiste de faire sa jonction avec les masses populaires, au contraire de ce qu'était en train d'accomplir le Parti du Congrès en Inde, de lui enlever l'initiative politique, en somme de le neutraliser. Car le nationalisme réformateur ne débouche dans les années 1920 que sur deux options. Un néo-traditionalisme conservateur au Nord et au Centre, celui de l'influente revue « Nam Phong » du brillant intellectuel Pham Quynh, qui plaide pour une rénovation constitutionnelle de la monarchie dans le but de la transformer en monarchie nationale moderne. Au Sud le Constitutionnalisme, influent et dynamique dans les années 1920, animé par les hommes et la presse de la grande bourgeoisie terrienne du Sud, essentiellement par l'ingénieur agronome Bui Quang Chiêu et par le journaliste Nguyễn Phan Long. Les Constitutionnalistes gagnent les élections (qui se font au suffrage censitaire) au Conseil Colonial de la Cochinchine en 1926, mènent campagne contre l'administration coloniale au nom de la « collaboration franco-annamite », mais bornent très vite leurs ambitions à la promotion des intérêts de classe des riches possédants indigènes du Sud sans chercher à mobiliser les masses paysannes, le petit peuple et les ouvriers des villes. En définitive dans la décennie 1920 s'ouvre, sur fond d'auto-réforme coloniale en train d'avorter, la durable crise historique du nationalisme classique au Vietnam, alors qu'au Cambodge et encore moins au Laos le nationalisme moderne n'en est qu'à ses premiers balbutiements. L'issue imprévue de cette crise du nationalisme réformiste est la formation du communisme vietnamien, d'un communisme singulier, à la fois indochinois et national.

Du nationalisme au communisme national : l'intelligentsia révolutionnaire (1923 - 1929)

Le milieu social dans et par lequel s'est accomplie cette mutation a été au Vietnam comme ailleurs le groupe social des intellectuels et des semi-intellectuels de formation moderne. Vers 1925 ils sont peut-être cinq mille à avoir suivi un cursus scolaire moderne plus ou moins prolongé, dix mille vers 1935. La majorité d'entre eux sont élèves, étudiants, secrétaires de l'administration ou des

entreprises, instituteurs, professeurs, journalistes. Ils appartiennent la plupart du temps aux familles de l'ancienne élite lettrée. Précisément ils vont assumer sur le mode radical puis révolutionnaire l'ancienne fonction dirigeante de cette élite. Mais leur démarche s'est trouvée confrontée à une réalité sociale neuve : l'émergence d'un prolétariat embryonnaire, la crise économique et sociale du monde paysan, l'expérience au cours de la décennie 1920, à Saigon tout particulièrement, des premières grèves ouvrières et des luttes sociales modernes. Ainsi va s'instaurer au Vietnam - au Cambodge pas avant les années 1950- le phénomène d'intelligentsia, au sens qu'avait donné à ce terme l'expérience des « narodniki » russes du XIX^e siècle. Par l'existence d'un pouvoir étranger surpuissant, les nouveaux intellectuels vietnamiens se voient interdire l'exercice des fonctions historiques de l'intellectuel moderne : élaboration et diffusion des savoirs et des idéologies, direction de la production et de l'échange, gestion du politique par l'exercice du pouvoir et des rôles d'opposition. Maintenus dans un statut social subalterne par rapport au colonat et aux fonctionnaires français, ils se trouvent dans une impasse historique totale par suite du faible développement et de l'impuissance politique de la bourgeoisie nationale. Dès lors une partie d'entre eux, les jeunes générations surtout, vont assumer leur aliénation historique en entrant en dissidence sociale, en adoptant ou en produisant une culture révolutionnaire. Ils vont interpréter le monde au nom de l'ensemble de la société colonisée, tout en promouvant leurs propre projet historique (la modernisation radicale de la société et de la culture, l'industrialisation et le développement), mobiliser politiquement les classes déshéritées, bref se constituer en élite révolutionnaire, en intelligentsia au sens premier et fondamental du terme. Les diverses formes historiques du nationalisme révolutionnaire, au sens très large du terme, sa version communiste incluse, ont précisément eu pour fonction historique d'apporter une réponse unitaire, globale et cohérente, à la problématique de l'Etat-nation en situation coloniale, à la déstabilisation générale de l'univers social et culturel, à la crise des intellectuels vécue dans le malaise par les jeunes générations instruites.

La révolte de la jeunesse intellectuelle vietnamienne a d'abord été culturelle. Elle s'exprime par le rejet iconoclaste de la tradition confucéenne, de ses valeurs immuables, de la famille étouffante, de la gérontocratie, par l'affirmation de la nécessité de libérer l'individu comme le dit avec une stupéfiante éloquence dans sa conférence de 1923 à Saigon sur « Les aspirations de la jeunesse annamite » Nguyễn An Ninh, le plus brillant des nouveaux intellectuels de Cochinchine. Les jeunes intellectuels et la nouvelle presse, souvent éphémère, qu'ils créent en quôc ngu et en français, mènent une campagne permanente pour la modernisation radicale de la société et de la culture, tout en se constituant en inconciliables adversaires de l'administration coloniale. Ainsi se trouve engagé un long processus de critique et de réévaluation culturelles qui va ruiner les tentatives de revival confucéen des néo-traditionalistes appuyées par le pouvoir colonial. On se tourne avec fascination vers la littérature et la philosophie occidentales et vers les idéologies de gauche venues d'Europe. Un vigoureux féminisme s'affirme dans l'élite instruite et inspire notamment le « Phu Nu Tan Van » (« Les nouvelles des femmes », 1929-1934), le plus influent des journaux d'opposition à Saigon au début des années 1930. La jeunesse instruite se met à l'écoute de l'Occident révolutionnaire, de la Russie soviétique, mais aussi de la Jeune Inde et de la Chine en révolution. Le marxisme dans sa version bolchevique attire mais on se passionne pour Gandhi et pour Tagore autant que pour Sun Yatsen et Lénine. Cette révolte des fils contre les pères, la constitution tout à fait insolite dans une société confucéenne de la jeunesse en force politique, sont un fait majeur de l'histoire du Vietnam au XX^e siècle - il n'en va de même au Cambodge et au Laos que plus tardivement- car l'intelligentsia va y être le levain de la révolution. En 1923, elle n'est qu'au début d'un long cheminement qu'elle inaugure en se mettant en situation d'exil intérieur. C'est la multiplication des cercles de discussion, des groupes idéologiques, des journaux radicaux souvent éphémères mais combatifs, dont les plus remarquables sont, parmi beaucoup d'autres, « La Cloche fêlée » (1923-1924) de Nguyễn An Ninh, le « Phu Nu Tân Van » déjà évoqué, le « Dong Phap Thoi Bao » (« France Indochine », 1926-1928) de Tran Huy Liêu.

En 1925-1926, la jeunesse bascule dans le radicalisme politique. Sa révolte coïncide en effet avec l'échec quasi définitif des réformistes, en particulier des Constitutionnalistes du Sud, qui ont placé tous leurs espoirs dans l'arrivée au pouvoir en France du Cartel des Gauches (la coalition du Parti Radical et du Parti Socialiste) en 1925. Mais la nomination par le gouvernement du Cartel du député socialiste Alexandre Varenne au gouvernement général de l'Indochine ne débouche que sur des réformes secondaires, essentiellement un début de réglementation du travail, de même que la tentative de Pham Quynh de créer un Parti Progressiste légal n'est pas autorisée. Les heurts entre la jeunesse intellectuelle et les autorités françaises se multiplient avec l'arrestation de Phan Bội Châu à Shanghai puis sa condamnation à mort en novembre 1925 (il est gracié par A.Varenne) et avec les funérailles de Phan Chu Trinh en avril 1926 qui suscitent d'immenses manifestations et un mouvement de grèves et de boycotts dans les écoles qui se propage dans les trois pays vietnamiens de l'Indochine.

Dès lors l'intelligentsia vietnamienne se tourne vers l'action illégale. On imprime des tracts, des manifestes, on crée les premiers journaux clandestins, on émigre vers la Chine et tout autant vers la France que gagnent à partir de 1926 des centaines d'étudiants. Une première génération de groupes révolutionnaires clandestins à l'idéologie encore floue voient le jour dont les principaux sont le « Tân Việt Nam Cach Meng Dang » (« Parti Révolutionnaire du Nouveau Vietnam ») en Annam et le « Viet Nam Quoc Zân Dang » (VNQZD, « Parti national du Vietnam ») fondé en novembre 1927 à Hanoi par Nguyễn Thái Học sur le modèle idéologique du Guomindang chinois et sur un programme d'action armée, qui recrute rapidement des centaines de militants au Tonkin. Pourtant ce renouveau du nationalisme révolutionnaire ne va être pour la jeunesse radicale qu'une brève transition vers un dépassement du nationalisme classique. Car il s'accomplit en synchronisme avec l'émergence d'un courant communiste embryonnaire mais dynamique. Il a fait surface en France entre 1920 et 1925 dans l'orbite du Parti Communiste français à partir de l'action de Nguyễn Tấn Thành - le futur Ho Chi Minh, alors connu sous le pseudonyme de Nguyễn Ai Quốc qu'il conservera jusqu'en 1942 - qui s'est installé à Paris dans l'entourage de Phan Chu Trinh peut-être dès 1917 mais plus probablement à la fin de 1918 ou au début de 1919. D'abord membre du Parti socialiste, lié aux milieux libertaires, il prend position en faveur de l'adhésion au Komintern lors du congrès socialiste de Tours en décembre 1920. Il est l'un des premiers militants coloniaux du Parti Communiste français (PCF), participe activement aux initiatives de l'Union Intercoloniale créée en 1922 par ce dernier et à la rédaction de son journal « Le Paria ». Il est l'un des auteurs du célèbre « Procès de la Colonisation Française » avant de gagner en juin 1923 Moscou où il reçoit une première formation communiste - pour cet extraordinaire militant elle ne cessera jamais - dans les écoles du Komintern. Envoyé à Canton en décembre 1924 dans le cadre de la mission Borodine auprès du Guomindang, il est désormais l'un des cadres clandestins du Komintern en Asie orientale.

Avec un petit groupe de jeunes révolutionnaires émigrés en Chine qu'il a gagnés au communisme, Nguyễn Ai Quốc constitue dès son arrivée à Canton un premier noyau communiste vietnamien et, à partir de ce dernier, il organise en juin 1925, dans le cadre de la stratégie d'alliance entre le mouvement communiste international et les nationalismes coloniaux, une structure plus large, proto-communiste, accueillant les membres des tout nouveaux partis nationalistes d'Indochine, le Viet Nam Cach Meng Thanh Nien Hôi (« Association de la Jeunesse Révolutionnaire du Vietnam ») qui publie et diffuse en Indochine un bulletin régulier ronéotypé, « Thanh Nien » (« La Jeunesse », 208 numéros de 1925 à 1930). Centralisée et disciplinée, elle assure à Canton en quelques années dans le cadre de cours intensifs la formation politique de quelques trois cents jeunes Vietnamiens venus d'Indochine, qui y repartent créer des cellules clandestines et des syndicats ouvriers clandestins, tandis qu'une cinquantaine d'entre eux vont étudier à l'Université des Travailleurs d'Orient (KUTB) de Moscou. La jeune intelligentsia révolutionnaire va ainsi au communisme par une démarche endogène car le communisme lui propose une réponse cohérente et globale à la problématique historique qu'elle affronte. En effet il est à la fois une vision du futur positive pour les nations et les

peuples rayés de l'histoire par l'impérialisme occidental, une solution de rechange, « scientifique » de surcroît, au moralisme confucéen et aux messianismes populaires, une structure d'organisation incomparable pour le combat révolutionnaire et, enfin, un modèle de développement, de reconstruction de la société et de l'Etat, celui que propose l'expérience en cours de l'Union soviétique. De plus il permet à l'intelligentsia de briser son isolement social en prenant en charge les nouveaux mouvements sociaux, avant tout les grèves ouvrières dont le nombre grandit depuis 1925 dans les villes (comme le montre la grande grève de l'Arsenal de Saïgon en août 1925), les plantations d'hévéas, mais aussi les troubles agraires. Modèle de mobilisation des masses populaires et d'organisation de leurs luttes, il va permettre à la jeunesse intellectuelle d'être en prise avec l'immense peuple des pauvres. Avec le Thanh Nien l'ère purement conspiratrice du nationalisme romantique s'achève, celle de la politique révolutionnaire et de la cohérence idéologique commence.

Le Thanh Nien met l'accent sur la théorie, cherche, sous l'influence de Nguyễn Ai Quốc, à définir un programme neuf associant la libération nationale et la libération sociale, à concilier communisme et nationalisme, à définir en somme dans la ligne de pensée de Nguyễn Ai Quốc un « communisme national », à élaborer des concepts pour l'action qu'expose avec clarté et force la brochure « Le Chemin de la Révolution » (« Duong cach Meng ») que Quốc rédige en 1927. L'organisation recrute rapidement dans les écoles de même qu'à l'intérieur des petits partis nationalistes comme le Tan Viet. Dès 1929 elle compte plus d'un millier de militants, presque tous élèves, étudiants ou jeunes intellectuels, mais elle entreprend aussi une action intensive en milieu ouvrier et paysan dans le cadre du mouvement dit de « prolétarisation » qui conduit les jeunes militants d'origine intellectuelle à s'engager comme travailleurs manuels dans les plantations, les usines, les mines, à organiser avec succès des cellules actives dans les villes, les villages du Nord Annam et de la Cochinchine centrale. En 1929-1930 se forment les premiers syndicats rouges et les premières unions paysannes.

Pourtant depuis 1928, le volontarisme révolutionnaire de la jeune intelligentsia vietnamienne, la pression en vue de la création d'un véritable parti communiste, sont tels qu'ils vont entraîner l'éclatement et le dépassement du Thanh Nien. Ce dernier est encore en effet une organisation proto-communiste, dans laquelle les démarches du nationalisme classique restent fortement présentes, et qui donne la priorité à la libération nationale sur le combat social. En 1928, dans le contexte du retentissement de la sanglante défaite des communistes chinois, des controverses qui l'accompagnent et de l'orientation gauchiste adoptée par le Komintern, la poussée en faveur de la création d'un véritable communisme de lutte de classes et de l'abandon du compromis entre nationalisme et communisme qu'avait recherché Nguyễn Ai Quốc devient irrésistible. Le Thanh Nien éclate en trois groupes communistes régionaux et rivaux dont aucun n'est reconnu par le Komintern, tandis que se constitue à la fin de 1929 parmi les étudiants vietnamiens de France un groupe trotskiste autour de Ta Thu Thau alors étudiant à Paris. Seul le VNQZD échappe à l'attraction communiste pour laquelle il représente au contraire un concurrent sérieux. Sur les instructions du Komintern, Nguyễn Ai Quốc réunit alors les représentants des trois groupes à Kowloon (HongKong) du 3 au 7 février 1930 et parvient à unifier ces derniers dans le « Dang Cong San Viet Nam » (Parti communiste du Vietnam) sur la base d'un programme de libération nationale à direction prolétarienne. Un jeune militant retour de Moscou, Trần Phú, est nommé secrétaire général. Mais, à ce moment, alors que le Parti Communiste vient à peine de naître, en Indochine l'insurrection a déjà commencé...

« Indochine SOS » (1929 - 1932)...

Dans l'épreuve de force qui oppose trois années durant les nationalistes et les communistes vietnamiens au pouvoir colonial se conjuguent, subitement aggravées par la conjoncture dramatique

de la Grande Dépression de 1929, toutes les tensions à l'œuvre depuis le début du siècle : polarisation sociale et mécontentements au village contre la lourdeur de la fiscalité coloniale et contre la corruption des mandarins et des notables, accaparement par ces derniers des terres collectives villageoises, dégradation des relations de patronage et des mécanismes de solidarité traditionnels qui garantissaient l'équilibre précaire de la vie paysanne, débuts de l'action ouvrière, fermentation et sécession morale et sociale de la jeunesse instruite. Un peu partout dans les trois pays vietnamiens de l'Indochine française s'est accumulée la poudre d'une explosion collective, dont, parmi bien d'autres ouvrages,

« SOS Indochine » publié en 1932 par la grande journaliste Andrée Viollis donne une saisissante description. Cette explosion se produit dans quatre contextes différents : Hanoi et les villes moyennes du Tonkin, la Cochinchine centrale, urbaine et rurale, où les rapports capitalistes sont les plus développés, où les prix du riz baissent en 1930 puis s'effondrent l'année suivante, les provinces misérables et surpeuplées du Nord-Annam, le Nghê An et le Ha Tinh où se succèdent depuis le milieu de 1929 des récoltes désastreuses, enfin les petits deltas du Sud Annam, le Quang Ngai notamment, en proie à l'effondrement des exportations de sucre de canne vers la Chine depuis 1929. En conséquence les mouvements de 1930-1931 vont obéir des rythmes très diversifiés et revêtir des modalités particulières selon les régions, si bien qu'il n'y aura pas de levée générale d'un Vietnam désarticulé par la colonisation et que les facteurs d'unité joueront encore au profit du régime colonial.

Epreuve de force en trois actes. Le coup de tonnerre de Yen Bay tout d'abord. L'assassinat à Hanoi par le VNQZD du directeur d'une officine de recrutement de coolies le 9 février 1929 libère la double spirale de la répression et de la violence révolutionnaire. Les opérations répressives encore aveugles de la Sûreté Générale, les rafles massives et les grands procès qui s'ensuivent déciment les groupes révolutionnaires, en particulier le Thanh Nien, mais font brusquement monter la tension. Alors s'ouvre le cycle révolutionnaire du VNQZD. La police arrête ses militants par centaines au Tonkin, arrache les confessions, infiltre l'organisation qui a décidé l'insurrection. De mai à juillet 1929 a lieu le grand procès de 227 de ses militants à Hanoi, le parti est traqué, peu à peu disloqué. Le 26 janvier 1930, ses derniers dirigeants en liberté décident de jouer leur va-tout : « La vie, déclare à ses camarades Nguyễn Thai Hoc, est un jeu de hasard. La chance est contre nous. Mieux vaut mourir maintenant et laisser l'exemple du sacrifice et de la lutte aux générations suivantes. Si nous échouons, au moins nous serons devenus des hommes. On devient un être exemplaire même si l'on échoue ». Le soulèvement général est fixé au 9 février. Dans la nuit du 9 au 10 février 1930, quarante tirailleurs de la garnison de la grande forteresse de Yen Bay qui commande la vallée du Fleuve Rouge, secrètement gagnés à la cause nationaliste, appuyés par une soixantaine d'insurgés de l'extérieur, se mutinent, tuent les officiers français et s'emparent des installations. Mais les 550 autres soldats refusent de se joindre à eux. Quelques heures plus tard la révolte est écrasée. Quelques attentats ont lieu en divers endroits sans succès. Les autres tentatives insurrectionnelles du VNQZD sont réprimées en quinze jours, ses chefs, ses militants sont arrêtés en masse, la terreur s'abat sur le Nord. La Commission Criminelle du Tonkin juge 536 accusés, 80 sont condamnés à mort, les autres à de lourdes peines de travaux forcés et de prison. Nguyễn Thai Hoc monte sur l'échafaud à Yen Bay le 17 juin 1930 avec douze de ses camarades au cri de « *Viet Nam Van Tuê ! Viet Nam Van Tuê !* » (« Que vive le Vietnam ! Que vive le Vietnam ! »).

Mais dès avant Yen Bay s'est ouverte, inattendue, la deuxième phase, ouvrière et paysanne cette fois, de la crise révolutionnaire de 1930 dans les régions où la dégradation du si faible revenu ouvrier et paysan se conjugue avec l'implantation d'un encadrement communiste suffisant pour disputer le pouvoir villageois aux notables ruraux. Au Têt 1930, en Cochinchine, le 4 février, les militants du jeune Parti communiste mettent en grève les ouvriers dans l'immense plantation d'hévéas de Phu Rieng, « Phu Rieng la Rouge », que ses trois mille coolies contrôlent entièrement pendant trois jours, puis en mars, en avril dans les petits centres industriels du Nord Annam, à Nam

Dinh au Tonkin et en Cochinchine. Dans les manifestations ouvrières du 1^{er} mai 1930, les premières de l'histoire vietnamienne, tombent les premiers tués sous les balles de la Garde indigène. Travailleurs en grèves, lancers de tracts, meetings et cortèges nocturnes, banderoles et drapeaux rouges placés dans les arbres, marches de dizaines de milliers de paysans sur les bureaux de l'administration : quasi inexistant au Tonkin, le mouvement ne cesse de grandir en Cochinchine et en Annam de mai à octobre 1930, avant de diminuer en intensité. En Annam, dans les provinces du Nord et au Quang Ngai, les notables sont jugés, battus, abattus, et de sanglantes collisions entre les manifestants la Garde Indigène, l'armée et la Légion étrangère ont lieu jusqu'au printemps 1931.

À l'été 1930, au Nord Annam, dans les campagnes du Nghê an et du Ha Tinh s'enclenche la troisième phase, celle des « Xo Viet » (« Soviets ») ruraux. À la suite de la récolte très déficitaire du dixième mois de 1929, la situation alimentaire s'est brusquement tendue. Famines ou disettes locales mobilisent paysans et ouvriers des deux provinces, les marches paysannes sur les centres administratifs se multiplient depuis mai 1930 à l'initiative des militants communistes bien implantés dans les deux provinces (où ils sont peut-être 1300). On attaque les bureaux officiels, on brûle les registres de l'impôt, on libère les prisonniers, on détruit les magasins du monopole de l'alcool. C'est une immense vague paysanne qui déferle. À l'été 1930 apparaissent les milices d'auto-défense (« tu ve »), l'administration locale se désagrège, les notables s'enfuient vers les villes, un vide politique s'ouvre dans les campagnes. Le 1^{er} septembre, les dirigeants du Comité régional de l'Annam mettent sur pied des soviets ruraux sur le modèle des soviets installés par les communistes chinois au Jiangxi à la même époque. Les dettes et les impôts sont abolis, les rizières communales accaparées par les riches sont redistribuées entre les pauvres, les cérémonies rituelles sont interdites, des classes de quôc ngu sont ouvertes. Dans une atmosphère d'exaltation se déroulent d'innombrables meetings villageois, des unions paysannes et des milices armées s'improvisent. Entre septembre et décembre 1930, peut-être dix-sept soviets ont été établis au Nghê An et quatorze autres au Ha Tinh quelques mois plus tard.

La direction du Parti communiste a été surprise par l'ampleur du mouvement : une centaine de grèves et plus de quatre cents manifestations paysannes en 1930. Réuni à Hong Kong en octobre 1930, le Comité central radicalise l'action. Il rejette le nationalisme latent des thèses de Nguyễn Ai Quoc, la priorité qu'il donne à la lutte pour l'indépendance, et préconise la formation d'un « gouvernement ouvrier et paysan » selon le schéma stalinien adopté par le Komintern dans le cadre d'une révolution « bourgeoise-démocratique » simultanément « anti-impérialiste » et « antiféodale » à direction prolétarienne, ce qui restera le concept central du Parti jusqu'en 1975. La nouvelle dénomination du parti, « Dong Duong Cong San Dang » (« Parti communiste indochinois », PCI) qui écarte la référence au Vietnam et adopte l'horizon indochinois pour la révolution à venir sanctionne cette mise en conformité du communisme vietnamien avec l'orientation « classe contre classe » du Komintern, lequel admet en son sein le PCI en avril 1931. Dans une démarche typiquement stalinienne, le Parti maintient au début de 1931 que le flux révolutionnaire continue à monter, alors que la répression coloniale bat son plein...Manifestement le parti a encadré la vague populaire plus qu'il ne l'a effectivement dirigée et se révèle incapable d'organiser la retraite.

En réalité le mouvement a déjà faibli en janvier-février 1931. Il connaît une certaine recrudescence au printemps mais, cette fois, la violence se généralise. Après deux récoltes successives perdues à la fin de 1930 et au printemps de 1931, une effrayante famine éclate dans l'ensemble du Nord-Annam. Les cadres communistes locaux lancent des « luttes pour le riz », confisquent les récoltes des moins pauvres, vols de riz entre villages et violences se multiplient, le mouvement paysan dérape en émeutes de la faim, s'isole et meurt. Depuis septembre 1930, le Protectorat, d'abord surpris, s'est ressaisi, a concentré des renforts militaires dans les provinces insurgées, mobilisé possédants et notables ruraux. L'aviation mitraille les manifestations, les districts soulevés sont occupés militairement. Villages « rouges » brûlés, suspects et prisonniers fusillés : l'épuration des

campagnes est implacable. En juillet 1931, au Nord Annam, l'insurrection est vaincue, des milliers de suspects emplissent les prisons, peut-être 3000 paysans y ont été tués et autant de condamnations prononcées à des peines plus ou moins longues. Dans l'ensemble du Vietnam, il y a probablement 9000 à 10 000 prisonniers politiques à la fin de 1931. L'appareil clandestin du PCI a été entièrement démantelé par la Sûreté qui est parvenue à capturer tout le Comité central en avril 1931 à Saigon peu de temps avant l'arrestation de Nguyễn Ai Quoc par la police anglaise de Hong Kong le 15 juin (il ne devra son salut qu'à l'habileté de ses avocats et repart pour l'URSS en 1933).

Au Vietnam, les années 1930-1931 ont été déterminantes pour le futur. Elles constituent la première expérience de prise en mains des couches ouvrières et de fractions importantes de la paysannerie par le PCI. Fait non moins décisif, le nationalisme organisé entre dans une crise prolongée dont il ne se remettra pas vraiment. Ses courants conservateurs et la plupart des Constitutionnalistes ont dénoncé Yen Bay et les soulèvements populaires, se condamnant ainsi au statut d'associés politiques d'un régime colonial par ailleurs méfiant à leur égard. Quant aux nationalistes révolutionnaires survivants qui ont réussi à se réfugier en Chine du Sud, ils ne parviendront pas à se réorganiser à l'intérieur de l'Indochine avant 1945 ni à s'implanter réellement dans les classes populaires. Beaucoup de jeunes sympathisants ou militants des anciens partis nationalistes vont d'ailleurs rejoindre le communisme au sens large du terme, trotskysme inclus, seul en mesure de continuer la lutte. Ce qui ne signifie pas la fin de la culture politique nationaliste mais son immersion dans le mouvement communiste, désormais l'adversaire principal de la colonisation. Du moins potentiellement, car en 1931-1932, le PCI a été mis hors jeu par la puissante Sûreté Générale. Pour lui aussi, l'avenir semble alors nul.

La colonisation sur la défensive (1932 - 1939)

« *La crise de la colonisation partout est ouverte...* », écrit en 1931 Albert Sarraut, l'ancien gouverneur général de l'Indochine, bientôt Président du Conseil des ministres à Paris. Dans l'empire français, sans doute nulle part plus qu'en terre vietnamienne. Crise globale, prolongée, dans laquelle il faut chercher les racines profondes et les enjeux de la future Guerre d'Indochine de 1945. Elle associe en effet le sous-développement grandissant et le surpeuplement des campagnes vietnamiennes, l'effrayante paupérisation de la paysannerie que décrivent toutes les enquêtes officielles de l'époque, la misère ouvrière, l'effondrement de la prospère économie coloniale indochinoise dans le contexte de la Grande Dépression, la crise des finances publiques et des budgets qui réduit drastiquement les capacités d'intervention économique et sociale du Gouvernement général, la désintégration du partenariat entre colonisateurs et élites colonisées, le vide politique qui s'est ouvert dans les pays vietnamiens entre le régime colonial et l'ensemble de la société. Alors que l'offensive japonaise de 1931 en Mandchourie puis en Chine à partir de juillet 1937 déplace peu à peu vers l'Indochine la grande fracture stratégique et guerrière de l'Asie orientale.

De cette crise globale, les responsables de l'Indochine française ont été tout à fait conscients mais dans leur majorité ils lui ont cherché une réponse conservatrice car, pour eux, elle ne comportait que des solutions à très long terme et la colonisation détenait toujours la maîtrise du temps. « Vérité aveugle », qu'explique à la fois la crise intérieure française des années 1930 et la lourde contrainte historique que représente pour la puissance et le capitalisme métropolitains la détérioration, notamment devant la montée de l'Allemagne nazie, des positions commerciales, financières, militaires et diplomatiques de la France en Europe et dans le monde. Pour la métropole la question de la puissance se pose à nouveau, comme en 1870-1871, en termes très défavorables. Beaucoup plus qu'auparavant, l'empire colonial apparaît en conséquence comme l'indispensable régulateur de l'écoulement de la production et des placements de capitaux, et comme un irremplaçable réservoir

de puissance militaire et stratégique. Dans les élites politiques françaises s'affirme en conséquence dans les années 1930 l'option en faveur d'une « économie impériale » et d'un « repli sur l'empire ».

Dès lors la pensée et la politique coloniales s'ordonnent plus que jamais autour du rejet absolu de toute idée décolonisatrice, de tout changement substantiel du statut politique des colonies. Dans cette perspective d'ensemble, la place de l'Indochine, la plus importante des colonies françaises avec l'Algérie et en quelque sorte clé de voûte de l'Empire, est centrale. Comme le montre l'important débat indochinois des années 1930 en métropole, la majorité des milieux dirigeants et coloniaux français a écarté les thèses non-conformistes mises en circulation par une minorité d'économistes, de fonctionnaires et d'hommes d'affaires modernistes. Pour ces derniers, la seule réponse possible au sous-développement croissant de l'Indochine (et d'ailleurs du reste de l'Empire) ne pouvait être que son industrialisation rapide et massive, sa transformation en plate-forme d'exportations vers l'Asie et la mise en œuvre prudente d'un compromis politique avec le nationalisme modéré associant les classes moyennes et la bourgeoisie vietnamienne à l'exercice du pouvoir politique (c'est le sens du concept de Fédération Indochinoise formulé en 1938). On opte au contraire à Paris pour une simple modernisation du capitalisme colonial existant, on écarte l'idée d'un « self-government » avancée en 1930 par Léon Blum et les socialistes. La prise d'autonomie de la monarchie vietnamienne, sa transformation en monarchie constitutionnelle, revendiquées en 1930 par des nationalistes modérés comme Pham Quynh, un moment soutenue par le jeune empereur Bao Dai intronisé à Hué en 1932 et tentée par certains de ses nouveaux ministres comme le mandarin catholique Ngo Dinh Ziem, se heurtent au veto français. Ziem démissionne en 1933. Le Gouvernement général choisit de restaurer l'autorité des conseils de notables dans les villages, de moderniser le fonctionnement et la formation du mandarinat, de lutter contre la paupérisation de la paysannerie et de reconquérir les campagnes par une politique de grands travaux hydrauliques et d'intensification agricole. Choix conservateur cohérent à sa manière, que complète la répression opiniâtre des oppositions révolutionnaires ou simplement démocratiques, mais qui supposait que se maintienne durablement dans la société vietnamienne une quasi totale passivité politique.

C'est précisément cette stratégie à long terme des colonisateurs qui a donné sa chance au mouvement communiste vietnamien. Après 1932 ce dernier s'est révélé en effet capable de remplir le vide politique, et d'abord de survivre à l'écrasante défaite qu'à peine constitué il avait subie. Par la conjonction d'un surprenant faisceau d'initiatives créatrices et inventives. Tout d'abord grâce à l'aide du Komintern. Ce dernier renvoie en Indochine et à la frontière chinoise les jeunes cadres vietnamiens formés à Moscou, qui réorganisent de fragiles structures régionales provisoires et une direction centrale au Guangxi près de la frontière tonkinoise. Intervient en second lieu l'actif soutien du Parti Communiste français qui a mis sur pied dès 1930 une campagne permanente contre la répression en Indochine et l'intensifie en 1933 par la création avec l'influente gauche intellectuelle française du dynamique Comité d'Amnistie aux Indochinois. Certes sur le terrain indochinois l'activité illégale reste très difficile. Mais elle se double d'une intense activité communiste dans les anarchiques prisons et bagnes d'Indochine. Ceux-ci, notamment le grand bain des îles Poulo Condore, ont été vite transformés par l'incroyable génie communiste de l'organisation en véritables « universités rouges », en foyers de formation politique et viviers de nouveaux militants - souvent d'anciens nationalistes - pour le Parti Communiste Indochinois. Par l'expérience commune de l'enfermement s'accomplit l'intégration communiste des jeunes générations révolutionnaires et se constituent des filières de futurs dirigeants communistes de premier plan, tels Pham Van Dong, Lê Zuan, Lê Duc Tho etc.

Mais la grande innovation du mouvement communiste au sens large du terme a été l'ouverture d'un nouveau front politique, celui de l'action légale en Cochinchine, où existent un certain nombre de droits démocratiques limités (liberté de la presse de langue française, suffrage universel pour l'élection du conseil municipal de Saigon, la plus grande ville d'Indochine, élection d'un Conseil

Colonial au suffrage restreint par deux collèges français et indigènes). L'initiative en revient à un petit groupe d'intellectuels du Sud venus du nationalisme activiste des années 1923-1926, dont les plus nombreux ont adhéré au trotskysme en France vers 1928-1929 sur la base d'une critique radicale du nationalisme et des liens idéologiques qu'à leurs yeux le communisme stalinien conservait avec lui. Refoulés en Indochine par la police française en mai 1930, enseignants dans les écoles privées de Saigon, ils ont organisé en 1931 dans le Sud plusieurs groupes trotskystes clandestins qui ont été démantelés par la Sûreté en août 1932. A l'initiative de Nguyễn An Ninh, leur aîné et leur ancien maître à penser, un front unique pour l'action ouvrière légale se conclut entre ces brillants intellectuels parfaitement francophones, Ta Thu Thau (1906-1945), Tran Van Thach (1903-1945), Phan Van Hum (1902-1945), Ho Huu Tuong (1910-1980) et les restes du PCI en la personne de Nguyễn Van Tao (1908-1972) et Zuong Bach Mai (1904-1965). Le Komintern, par l'intermédiaire de l'influent député communiste français Gabriel Péri venu à Saigon à cet effet, donne son accord, et sans doute quelques fonds, à cette peu banale entreprise.

Ainsi se constituent dans la légalité à Saigon le 24 avril 1933 l'hebdomadaire « ouvrier » de langue française « La Lutte » et le groupe politique du même nom. Ils acquièrent très vite un ascendant considérable à Saigon que consacre l'élection de deux membres du groupe au conseil municipal de Saigon le 7 mai 1933 et à nouveau de quatre d'entre eux le 12 mai 1935. Excellents journalistes, remarquablement informés, les « Lutteurs », comme on les appelle, mènent une campagne ininterrompue contre la répression, dénoncent faits à l'appui la misère ouvrière et paysanne, les exactions et les crimes des notables ruraux et de l'administration, la collusion de la bourgeoisie indigène avec celle-ci, et revendiquent la démocratie politique et syndicale. Ils parviennent peu à peu à retourner à leur profit l'opinion vietnamienne du Sud, à nouer des liens étroits avec la gauche française, mais aussi à imposer un nouveau style d'action révolutionnaire. Celle-ci s'identifiait jusqu'alors au combat clandestin proche de l'activité des vieilles sociétés secrètes. Elle prend aussi désormais l'allure d'une lutte politique à découvert sur le modèle qu'en proposent les grands partis communistes occidentaux. Une mutation décisive de l'intelligentsia révolutionnaire s'accomplit : à l'intellectuel radical succède peu à peu le révolutionnaire professionnel, le militant du travail de masse, le futur « cadre » (« cân bo ») de la révolution. En 1935, grâce à l'action du groupe, les travailleurs de Saigon-Cholon relancent peu à peu l'action gréviste, les bagnards de Poulo Condore entament de dures grèves de la faim, les prisons s'agitent, les paysans du Sud osent protester. Malgré les opérations de la Sûreté qui vont se répéter jusqu'en 1937, des cellules communistes se réorganisent dans le Sud et au Nord-Annam, le PCI est en mesure de réunir son premier congrès régulier à Macao en mars 1935, qui adopte une ligne de gauche (d'ailleurs vite abandonnée car elle est en porte-à-faux avec celle du Komintern qui vient d'adopter la stratégie des fronts populaires) et désigne un nouveau secrétaire général, Lê Hong Phong, un jeune militant « retour d'URSS ».

En 1936-1937, avec l'avènement au pouvoir en France du Front Populaire - l'alliance électorale et gouvernementale des trois partis socialiste, communiste et radical - un point de non-retour est franchi en Indochine. La formation le 4 juin 1936 du gouvernement du leader socialiste Léon Blum, soutenu par un Parti Communiste français en pleine ascension, suscite chez les Vietnamiens une immense espérance, non pas celle d'une rupture violente et soudaine du lien colonial mais du transfert en Indochine de la démocratie politique et sociale française, première étape d'une possible décolonisation pacifique et négociée. L'amnistie du 27 août qui libère une grande partie des prisonniers politiques semble valider cette espérance et a un écho populaire extraordinaire. Une exubérante politisation s'empare du peuple ouvrier des villes et d'une partie appréciable de la paysannerie vietnamienne qui se lèvent pacifiquement contre un pouvoir colonial isolé et sur la défensive. Deux grands mouvements se succèdent de 1936 à 1938. En premier lieu la campagne pour le réunion d'un Congrès Indochinois lancée en mai 1936 par le groupe « La Lutte », qui met sur pied en Cochinchine avec l'appui des communistes, des trotskystes, d'une partie de la bourgeoisie constitutionnaliste du Sud, de la quasi-totalité des intellectuels démocrates, près de six cents

« comités d'action » chargés de recueillir des cahiers de vœux de la population. En second lieu une vague de centaines de grèves grandes et petites, peut-être un millier au total, la plus grande sans aucun doute de l'histoire vietnamienne. Avec la crise économique qui commence à peine à refluer, la condition ouvrière est en effet devenue intolérable. Les grèves mobilisent à partir d'août 1936, sur le modèle de la grève générale française de juin, des dizaines de milliers de travailleurs plus ou moins stables, même parfois les ouvriers agricoles du Sud où l'agitation gagne les campagnes. Elles sont pacifiques : les ouvriers, les coolies, rédigent leurs revendications, élisent des délégués chargés de négocier avec les patrons, reprennent le travail une fois satisfaction plus ou moins obtenue. Le prolétariat vietnamien et le semi-prolétariat intermittent sont visiblement en train d'assimiler le modèle de la grève européenne. Prise au dépourvu, l'administration coloniale sous la pression du gouvernement du Front Populaire inquiet de la crise sociale et politique qui couve en Indochine et du risque d'un nouveau 1930, a dû peser en faveur d'un compromis : l'augmentation des salaires, la promulgation d'un Code du travail et d'une partie des lois sociales françaises de 1936.

Le Congrès indochinois et la levée ouvrière de 1936-1937 ont eu des conséquences considérables. Tout d'abord la colonisation a perdu l'initiative historique, celle-ci est repassée du côté du communisme, tous courants confondus. Le communisme légal, « La Lutte » à Saigon, les autres groupes légaux qui se créent à Hanoi - « Le Travail » auquel participent les jeunes Vo Nguyễn Giap et Truong Chinh - et à Hué, ont acquis une autorité considérable que traduisent leurs succès aux diverses élections officielles de 1938 et 1939. Le PCI toujours clandestin est le principal bénéficiaire de ce 1936 indochinois. Il reconstitue son appareil secret régional et local dans un grand nombre de provinces, implante clandestinement et patiemment ses cellules, des syndicats rouges, des unions paysannes, une multitude d'amicales et d'associations qui préfigurent le futur. Selon la police française, il compte peut-être, deux mille militants soigneusement recrutés en 1939 répartis en cent cinquante cellules. Seul parti à opérer à l'échelle de tout le Vietnam colonisé, il domine sans conteste l'opinion nationale au Tonkin et en Annam. Au Sud les forces politiques sont plus diversifiées. Les grandes sectes millénaristes, le Caodaïsme déjà bien implanté et le Bouddhisme Hoa Hao en pleine ascension à la veille de la guerre, chargent peu à peu leur message d'un contenu nationaliste radical. Les trotskystes qui disposent d'une petite organisation clandestine animent plusieurs dizaines de syndicats à demi-clandestins dans la région de Saigon-Cholon en 1937-1939. A cette date sont à l'œuvre en Indochine plusieurs centaines de syndicats clandestins et dès lors se trouve posée la question de la légalisation du syndicalisme et, au-delà, du transfert des droits démocratiques. La libération de la domination coloniale prendra-t-elle la voie d'une lutte politique et sociale ? Au début de 1937, une certaine Indochine vit à l'heure de l'espoir et de l'internationalisme, alors que la campagne pour la réunion du Congrès Indochinois reprend, que l'ancien ministre Justin Godart nommé délégué du Travail pour les colonies et le nouveau gouverneur général Jules Brévié, considéré comme libéral, sont accueillis à Saigon et à Hanoi par d'impressionnantes foules le poing levé, et alors que se préparent les grandes manifestations ouvrières du 1^{er} mai 1937.

Pourtant l'expérience des années 1935- 1939 a été en même temps empreinte de beaucoup d'ambiguïté, de déchirements et d'incertitudes. En raison des choix coloniaux des gouvernements du Front Populaire qui ont opposé à la dynamique en cours dans la péninsule indochinoise une résistance tenace : alors que la guerre mondiale se profile, il n'a été question pour eux que de rénover le rapport colonial par une modernisation des structures socio-économiques coloniales et de restaurer les relations agraires par la mise en œuvre d'une politique hydraulique d'urgence. Pour les dirigeants du socialisme français, toute réforme, même limitée, du statut colonial de l'Indochine était exclue, d'autant qu'elle risquait de profiter au PCI. Quant aux communistes français, ils mettent en 1936-1937 une sourdine à leur anticolonialisme de principe. Le gouvernement du Front Populaire supprime bien la censure sur la presse en langues indigènes, tolère l'activité politique légale, mais il engage au milieu de 1937 l'épreuve de force avec « La Lutte », le moteur des grands mouvements de 1936-1937, condamne lourdement en juin ses trois leaders, Ta Thu Thau, Nguyễn An Ninh et

Nguyên Van Tao, brise la grève générale des cheminots du Transindochinois en août 1937. Des centaines d'arrestations ont lieu. Ces événements sont lourds de conséquences. Car de l'option choisie par le Front populaire, confirmée dans les années suivantes, résulte la fermeture de la perspective historique qui avait paru s'ouvrir en Indochine en 1936 : une décolonisation graduelle par accord entre la gauche française et un mouvement national vietnamien, lui-même aligné à gauche.

Il en résulte que le front unique des révolutionnaires, essentiellement entre les trotskystes et les communistes, se brise à l'été de 1937, leur commun journal « La Lutte » reste aux premiers, et désormais la guerre idéologique fait rage entre les anciens alliés. Les trotskystes, eux-mêmes divisés, préconisent un combat intransigeant, essentiellement social et politique, contre les choix du Front Populaire métropolitain, ils dénoncent le renoncement du communisme stalinien, français et indochinois, à la lutte anti-impérialiste, et se consacrent à la préparation d'une révolution essentiellement urbaine et à perspective internationale. Cette orientation, jointe aux qualités et à l'autorité personnelles de Ta Thu Thau, leur permet de remporter les élections d'avril 1939 au Conseil Colonial de la Cochinchine.

La critique trotskyste a un écho réel à la veille de la guerre, essentiellement en Cochinchine, probablement aussi sensible sur son objet, le PCI, tenu quant à lui, de par son appartenance au Komintern, de maintenir son soutien au Front Populaire. En 1939 les communistes vietnamiens reviendront comme l'ensemble du Komintern à la ligne anti-impérialiste, mais entre temps ils se trouvent stimulés, par la critique trotskyste notamment, dans l'exploration d'une stratégie empirique assez proche de celle du communisme maoïste en Chine : construction d'un front unique sous hégémonie communiste pour la défense d'objectifs limités (libertés démocratiques, améliorations sociales), implantation du parti dans les masses paysannes autant que chez les ouvriers des villes, préservation patiente de ses forces, présence dans les institutions officielles, recherche d'un accord politique avec les forces qui sont à sa droite et même avec les Français d'Indochine contre le péril japonais. C'est la ligne dite du « Front démocratique indochinois » adoptée par le PCI à partir de mars 1938, par laquelle se manifeste à nouveau, après son éclipse des années 1931-1937, l'imprégnation profonde du communisme indochinois - en fait vietnamien - par la culture et le projet nationalistes, et sous laquelle se profile déjà un vigoureux « communisme national », matrice du futur Viet Minh. Mais de ces divisions résultent dans l'immédiat beaucoup de confusion politique. Situation qui favorise aussi la poussée et la politisation des grandes sectes du Sud, tout comme une certaine reprise du nationalisme culturel et politique chez les étudiants et les intellectuels du Tonkin autour de revues et de journaux tels que « L'Effort », et même le retour des nationalistes dans le champ politique vietnamien avec la réapparition de réseaux embryonnaires du VNQZD et la création de nouveaux groupes nationalistes révolutionnaires, l'Alliance Nationale Dai Viet (« Grand Vietnam ») notamment fondée en décembre 1938. Une situation d'éclatement lourde aussi d'incertitudes pour l'ensemble des courants révolutionnaires et des différentes forces, encore renaissantes il est vrai, du mouvement national vietnamien : faut-il choisir entre l'impérialisme français et le péril japonais, faut-il penser la sortie de la colonisation et l'avenir national dans les termes du Vietnam ou de l'Indochine ? Double alternative, sans réponse assurée à la veille de 1939.

D'autant qu'au Cambodge et au Laos l'activité communiste, souvent sporadique, n'a d'écho que dans les communautés d'ouvriers des plantations ou de mineurs vietnamiens. Dans les deux Protectorats, le mouvement national moderne commence à se constituer politiquement, mais en profond décalage et sans guère d'affinités, bien au contraire, avec son homologue vietnamien. Chez les Khmers, il se dégage à peine d'une lente incubation culturelle qui s'est accomplie à partir des années 1920 exclusivement dans les nouvelles élites khmères. Il s'agit d'un milieu très restreint de quelques milliers d'individus au plus, composé d'élèves des écoles coloniales, de fonctionnaires et de secrétaires des bureaux, d'enseignants et de moines modernistes, d'érudits et de lettrés qui

gravitent autour des institutions savantes créées par le Protectorat : l'École Supérieure de Pali (1922), la Bibliothèque Royale (1925), l'Institut Bouddhique (1930) et sa revue « Kambuja Surya ». C'est dans ce milieu que se configure l'idée nationale khmère à partir de la révolution archéologique et historique, du conservatisme monumental et culturel, développés par l'active et brillante École Française d'Extrême-Orient (EFEO) depuis la fin du XIX^e siècle autour de la restauration des temples d'Angkor et du passé angkorien. Deux dimensions essentielles et durables fondent ce nationalisme. D'une part la réforme et l'infléchissement du Bouddhisme en religion nationale par l'action de bonzes réformistes, en particulier Chuon Nath et Huot Tath, avec le soutien de la Résidence Supérieure et des savants français de l'EFEO : « Une nation, une religion ! », lancera en 1938 le journal « Nagaravatta »... D'autre part l'adoption - et les savants français, comme G. Coedès, S. Karpelès, G. Groslier et bien d'autres y ont contribué à leur manière autant que les érudits khmers avec lesquels ils travaillaient - d'une nouvelle référence de l'identité culturelle et historique khmère autour du passé angkorien désormais « nationalisé » et sacralisé, la réorganisation de cette identité autour du thème de la continuité entre la civilisation angkorienne et le peuple khmer contemporain. L'introduction de l'idée européenne d'histoire, le schéma cyclique de la décadence / régénération nationale importé de France, la vision historiciste d'une revanche possible sur le « déclin » post-angkorien par une action régénératrice collective bouleversent la lecture que l'élite khmère fait du monde et du temps. « Avons-nous oublié notre berceau national ? », demande en septembre 1938 le « Nagaravatta ». « Notre peuple a été capable de construire Angkor, il peut tout faire », lui fera écho Pol Pot en 1977. Ainsi naît la nation khmère comme « communauté imaginée » moderne.

Au Cambodge ce n'est que dans la décennie 1930 que le nationalisme culturel se politise et cherche à se définir comme projet historique. Ce dernier au fond n'a eu qu'à reprendre à son compte la nouvelle vision du passé : il lui a suffi pour exister de lui donner un futur. Le tournant est le moment du Front Populaire. Le milieu porteur du projet nationaliste cambodgien est la petite élite moderniste des villes, qui s'organise en 1935-1936 dans le cadre d'associations de fonctionnaires et d'employés et nouveaux groupes de solidarités, les « krum samaki », dont le plus important est l'Association des Anciens Elèves du Lycée Sisowath » (AFALS) créée avec l'accord des autorités françaises et cambodgiennes au début de 1935 par un jeune juge Khmer Krom (un khmer de Cochinchine), Son Ngoc Thanh. L'AFALS constitue des filiales dans plusieurs provinces, établit un réseau d'initiatives multiples qui se revendiquent comme « cambodgiennes », elle est à l'origine du premier mouvement collectif moderne, la grève réussie des élèves du lycée Sisowath en mai 1936. Au même moment, Son Ngoc Thanh, devenu bibliothécaire de la Bibliothèque royale, un jeune professeur de pali de l'Institut Bouddhique, Pak Choeunn, et un enseignant, Hem Chieu, lancent le premier journal nationaliste khmer, le « Nagaravatta » (« Le Pays d'Angkor ») dont le tirage atteint 3 000 exemplaires en 1938. Dans ses colonnes s'énonce entre 1936 et 1939 le discours nationaliste khmer autour de trois grands thèmes promis à un redoutable avenir : celui du retard khmer et de l'urgence d'un rattrapage historique régénérateur, celui de la menace vietnamienne, de la domination économique et administrative des Chinois et surtout des Vietnamiens dont le « Nagaravatta » n'hésite pas à réclamer l'expulsion, enfin celui de la nécessité pour le Cambodge de sortir de l'Indochine perçue comme la structure de perpétuation de la spirale du retard. Pour l'instant la rupture avec le Protectorat français n'est pas à l'ordre du jour, il s'agit d'un nationalisme « réactif » qui se définit d'abord comme anti-vietnamien. Rien de tel par contre au Laos où l'émergence du nationalisme ne s'accomplit que dans le contexte de la guerre mondiale. Le premier journal de langue lao, le bimensuel « Lao Nhay » ne sera créé qu'en 1941 et à l'initiative du Protectorat. Longtemps l'idée laotienne peine à dépasser les recherches savantes de la mince élite intellectuelle qui gravite autour de l'Institut Bouddhique de Vientiane et de l'historien et philologue Sila Viravong. Seuls les premiers intellectuels modernes généralement issus de lignées aristocratiques, dont les plus remarquables sont alors le prince Phetsarath Ratanavongsa ou le jeune prince Souphanouvong sont en sympathie avec les idées démocratiques.

« *Nous n'avons plus personne avec nous...* », s'inquiétait en janvier 1931 le futur directeur général de la Sûreté. Avertissement prophétique qu'ont confirmé les années 1936-1939, ce tournant ignoré de l'histoire indochinoise. Années perdues pour la colonisation indochinoise alors que depuis juillet 1937 la guerre mondiale a déjà commencé en Chine et que l'Indochine française est soudainement devenue l'arrière immédiat de la ligne de front. S'il tient toujours solidement l'Indochine, le régime colonial est désormais sur la défensive. Malgré toutes ses tentatives ultérieures il ne parviendra plus à reprendre l'initiative historique, désormais passée à ses adversaires auxquels il ne peut finalement plus opposer que le maniement de l'arme répressive. Certes le décret du 26 septembre 1939 dissout toutes les organisations révolutionnaires : des centaines d'arrestations font disparaître les groupes trotskystes, les restes des partis nationalistes et refoulent le PCI dans la clandestinité absolue. A nouveau les prisons et les bagnes se remplissent. Mais à l'évidence, entre l'Indochine souterraine et un colonisation privée d'avenir, l'épreuve de force n'est que différée.